

La Revue d'Egypte Economique & Financière

**Organe hebdomadaire d'information sur la vie économique
de l'Egypte et de l'étranger**

ADMINISTRATION et RÉDACTION

LE CAIRE ALEXANDRIE

30, Rue Kasr-el-Nil 9, Rue de Stamboul

Tel. 46165 Tel. 22117 - 20107

B.P. 465 B.P. 624

Adresse Télégraphique "PUBLIOR"

Concessionnaire Exclusif
de la Publicité :

**SOCIÉTÉ ORIENTALE
DE PUBLICITÉ**

30, Rue Kasr-el-Nil, Le Caire
9, Rue de Stamboul, Alexandrie

A B O N N E M E N T S

EGYPTE ETRANGER

UN AN P.T. 100 Lst. 11.0

SIX MOIS P.T. 60 Sh. 18/-

LE NUMÉRO P.T. 3

Au Sommaire :

Le Problème de la Tchecoslovaquie

**L'Allemagne pourra-t-elle exercer une Pression
Economique ?**

Tour d'Horizon Economique

L'Hésitation de l'Angleterre

La Conjoncture Mondiale

La Notion d'Equilibre Economique

Ce qu'en pense la Sofina

Pour 1937

Le Trafic du Canal de Suez

Année Record

Actualités Economiques

La Défense du Franc Belge. — La Tendance du Marché du Coton.

RUBRIQUES :

Revue de la Presse Arabe - Echos et Nouvelles - Infor-

mations Financières - Informations Economiques de l'Etranger

Chronique de la Bourse des Valeurs - Lettre de Bruxelles

Revue Cotonnière - Revue du Marché de Gros.

LE PROBLÈME DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

L'ALLEMAGNE POURRA-T-ELLE EXERCER UNE PRESSION ÉCONOMIQUE ?

Il semble que la question tchécoslovaque ne tardera pas à passer par sa phase critique. Que nous réservent les prochaines semaines ? Les prophéties s'accumulent et ne se ressemblent pas. L'Allemagne ira-t-elle jusqu'à la guerre et celle-ci se rapproche-t-elle de nous ? Une dépêche nous rapportait il y a quelques jours que « la presse britannique a désormais conscience que de la question des Sudètes pourrait sortir la guerre et que la Grande-Bretagne y serait forcément mêlée ». La conclusion qui découle de ce fait c'est que l'Angleterre qui veut à tout prix éviter une conflagration générale, mettra tout en oeuvre pour intervenir dans le différend qui sépare les Sudètes, donc l'Allemagne, et le Gouvernement tchèque.

Mais, les craintes d'un conflit européen sont-elles justifiées ? L'Allemagne osera-t-elle mettre le feu aux poudres, d'autant plus que les récentes déclarations énergiques et claires des dirigeants de la France paraissent exclure pour la Tchécoslovaquie un sort aussi peu enviable que celui de l'Autriche. Une guerre européenne permettrait-elle à l'Allemagne de parvenir à ses fins ? Il est difficile de croire que les dirigeants du Reich nourrissent un tel espoir.

Mais le Troisième Reich pourrait atteindre ses buts en Tchécoslovaquie en courant beaucoup moins de risques. Il pourrait avoir recours à un procédé qui lui a si bien réussi jusqu'ici : le chantage à la guerre selon l'expression frappante de Mme Geneviève Tabouis. La puissance militaire de l'Allemagne est certainement redoutable. En alimentant habilement les craintes qu'une telle puissance soulève en Europe, les Allemands pourraient obtenir le maximum de concessions des peuples apeurés.

D'autre part, et c'est plus précisément ce à quoi nous voulons en venir, et ce qui nous intéresse plus particulièrement, l'Allemagne possède dans sa lutte pour la désagrégation de l'Etat tchécoslovaque des armes dont il ne faut pas sous-estimer la force et qui ne sont pas d'ordre politique. Etant données, en effet, les caractéristiques de l'économie tchécoslovaque, et les

relations commerciales qui existent entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, celle-ci serait à même d'exercer une pression économique incontestable et qui lui permettrait d'aboutir rapidement à des résultats décisifs.

D'ailleurs, lors des récentes conversations anglo-françaises de Londres, un plan avait été justement soumis par le Gouvernement français, en vue de renforcer la position économique de la Tchécoslovaquie et autres pays de l'Europe Centrale grâce à l'accroissement de l'importation en Angleterre, de produits de ces pays. Ceux-ci seraient alors plus libres vis-à-vis de l'Allemagne et pourraient résister plus facilement aux menaces de cette dernière.

En fait, cependant, le problème est plus compliqué qu'il n'en a l'air.

Etudions de plus près la position de la Tchécoslovaquie à ce point de vue.

Remarquons tout d'abord qu'en 1937, ce qu'on est convenu d'appeler « Gross deutschland » n'a absorbé que les 21 % des exportations totales de la Tchécoslovaquie. Quand on se souvient qu'en 1922 la proportion était de 41 o/o, on se rend compte à quel point l'importance de l'Allemagne dans le commerce extérieur de la Tchécoslovaquie a diminué. On peut faire la même constatation en examinant les importations tchécoslovaques. En 1922, l'Allemagne en fournissait les 36 o/o. Elle n'en fournit plus que les 19 o/o.

Que signifient ces chiffres ? Il est certain que l'Allemagne occupe malgré tout une position non négligeable dans le commerce de la Tchécoslovaquie. Mais il est non moins évident que cette position n'est pas prépondérante. D'autre part, si l'Allemagne fermait ses portes aux produits tchèques, elle verrait automatiquement des mesures de représailles prises contre ses propres exportations. L'arme économique est à double tranchant. Employée par exemple au cours du différend anglo-irlandais, elle a causé un tort incalculable aux deux parties. Soulignons en passant qu'en cas de boycottage économique de la Tchécoslovaquie par

l'Allemagne, ce seraient surtout certaines industries situées dans les régions où prédominent les minorités allemandes qui souffriraient ! Il est vrai que le boycottage pourrait être organisé de façon à épargner les Sudètes. Mais il existe des minorités allemandes un peu partout dans le pays.

Soulignons, d'autre part, que la Tchécoslovaquie s'était depuis longtemps rendue compte de la nécessité de se rendre économiquement aussi indépendante que possible de l'Allemagne. Nous avons vu à ce propos à quel point les échanges germano-tchèques ont reculé au cours des dernières années.

Les Tchèques sont parvenus à ce but non seulement en activant leurs relations avec les pays autres que l'Allemagne et principalement avec les Etats-Unis et l'Angleterre qui ont avancé jusqu'à occuper les second et troisième rangs dans le commerce extérieur tchécoslovaque, mais en développant la production locale par tous les moyens possibles. Ce qui signifie que la Tchécoslovaquie ne serait pas paralysée si l'Allemagne coupait les relations économiques avec elle soit en suspendant ses achats de produits tchèques, soit surtout en cessant de fournir à la Tchécoslovaquie ses propres produits (consentant même des sacrifices certains en vue d'essayer d'affamer la Tchécoslovaquie).

Aujourd'hui, au point de vue alimentaire la Tchécoslovaquie n'est pas loin de se suffire à elle-même. Elle ne dépend de l'étranger que pour certains produits : les porcs, les fruits, les huiles végétales et le maïs. A part cela, ses importations de produits fermiers ont accusé une chute de 75 o/o entre 1928 et 1935. En ce qui concerne les céréales (le maïs mis de côté) la Tchécoslovaquie produit plus qu'il n'est nécessaire pour couvrir ses besoins, puisqu'elle en exporte dans une certaine mesure.

Malheureusement, elle doit importer des quantités importantes d'engrais. Et c'est là un point faible dont il ne faut pas négliger l'importance.

TOUR D'HORIZON ECONOMIQUE

L'Hésitation de l'Angleterre

Continuant sa série d'études sur la situation des principaux pays du monde, le Prof. Fernand Baudhuin publie l'article suivant sur la Grande-Bretagne :

De tous les pays du monde, c'est l'Angleterre qui a le plus bénéficié de la reprise économique. Non seulement elle a profité de la tendance générale favorable que l'on peut rattacher au mouvement cyclique, mais elle est parvenue à vaincre une crise fondamentale qui lui était propre et que l'on désespérait voir finir. Depuis 1932, la prospérité n'avait pas cessé d'y progresser avec une régularité qui n'avait été menacée qu'une seule fois, en 1934. Lorsque les premiers signes de régression économique se manifestèrent en mars 1937, son activité s'établissait à un niveau de 10 à 15% supérieur à celui de 1929.

Mais, depuis un an, l'Angleterre n'a pas pu résister à la contagion, et son activité fléchit dans certains secteurs. Mais elle cède en reculant pied à pied, et en nul endroit on n'aperçoit de situation dangereuse. On est d'autant plus autorisé à s'en féliciter qu'une longue prospérité laisse souvent des points faibles dans un organisme économique.

Le chômage est redevenu un peu plus important qu'il ne l'était il y a un an à même date; ceci toutefois est dû à l'accroissement de la main-d'œuvre disponible, car le nombre des personnes au travail est plus considérable. La consommation de charbon et d'électricité ne fléchit guère, et le volume des marchandises transportées demeure à peu près constant.

Mais l'industrie de la construction manifeste clairement le changement de tendance. La reprise de la construction avait été à la base du redressement économique de l'Angleterre. De 1929 à 1932 l'activité de cette industrie n'avait représenté que 60% du niveau où elle devait se placer en 1935. Dès 1933 l'élan est donné, et il s'est poursuivi jusqu'en 1936. A ce moment, l'index traduisait un volume d'affaires double de celui qui avait été enregistré durant la crise.

A partir de la fin de 1936, une tendance moins favorable apparut, et elle a persisté jusqu'ici sans atténuation. On peut estimer que l'index général a baissé de 15%, bien que la construction des usines nécessaires aux armements soit venue suppléer à la déficience momentanée des constructions privées. Depuis le milieu de 1937, on note la diminution des constructions à usage industriel, comme aussi celle des maisons d'habitation.

Parmi les branches les plus atteintes en dehors de celles-ci on doit citer l'industrie textile, où dès maintenant le chômage est redevenu assez étendu.

L'Angleterre est touchée, mais elle paraît à tout le moins en excellente situation pour résister aux menaces de crise. Son gigantesque programme de réarmement intervient à cet égard d'une façon qu'il y a lieu de considérer comme particulièrement heureuse, jusqu'à nouvel ordre. Il est bien connu, en effet, qu'une crise économique se manifeste tout d'abord dans les branches produisant l'outillage. C'est précisément à ce secteur menacé que le programme de réarmement vient apporter l'aide des 300 millions de livres que l'on compte dépenser cette année.

En ce moment, le danger pour l'Angleterre vient, semble-t-il, de son commerce d'exportation, qui ressent tout le poids de la conjoncture mondiale. Jusqu'à présent, le volume global des exportations s'est assez bien maintenu, grâce au progrès des ventes de machines, mais les produits textiles sont en recul marqué, ce qui détermine un malaise profond dans cette branche.

Que pourrait-on faire pour aider l'industrie de la construction, qui est atteinte dans la mesure que nous avons dite plus haut? Le seul procédé efficace semble être le maintien d'un taux de l'argent très bas, ce qui n'est pas entièrement compatible avec la politique d'emprunt nécessaire au financement des armements.

Par ailleurs, l'Angleterre laisse l'impression d'une nation bien équilibrée. Son dernier budget s'est clos d'une façon brillante, et le nouvel exercice n'a donné lieu qu'à un accroissement de fiscalité qui, sans être négligeable, est parfaitement supportable, étant donné la richesse de cette nation.

Son armature financière est plus solide que jamais, ce qui n'était assurément pas le cas en 1929. Les banques ne sont plus gênées par les

crédits consentis à l'Europe Centrale et à certaines industries anglaises en situation précaire. Il ne semble pas, enfin, que des excès spéculatifs subsistent encore aujourd'hui.

On ne saurait en tout cas contester que le hasard ait bien fait les choses. Le rôle que l'on attribue à une politique de travaux publics, dans la lutte contre la crise économique, est ici rempli par le réarmement. Il arrive très souvent que les programmes de travaux publics arrivent trop tard pour constituer un remède véritable. Il faut, en effet, des années pour que des plans soient élaborés et mis en action. On doit donc se féliciter de voir les dépenses du réarmement anglais atteindre précisément leur maximum cette année. On souhaiterait évidemment que cette activité ait des buts plus productifs, mais on doit reconnaître que l'Angleterre trouve ici un appoint inespéré.

Ce qui se passe actuellement en Angleterre doit donc à notre avis être considéré comme une hésitation sur le chemin de la prospérité. L'Angleterre est aujourd'hui pour le monde entier une espèce de rempart contre la crise, qui, par contre, trouve dans les multiples déséquilibres des Etats-Unis un terrain propice à son expansion. La plupart des nations fautes partie du bloc-sterling sont ainsi solidaires de l'Angleterre, et en fait elles demeurent dans une situation économique privilégiée. Les pays scandinaves notamment, qui cependant, eux aussi, ont connu une longue prospérité, ressentent assez peu la régression.

On a donc l'impression que si les facteurs de politique internationale nous apportaient l'apaisement auquel le monde aspire, et si les Etats-Unis permettaient aux facteurs naturels d'agir normalement et d'exercer leur action à l'abri de l'arbitraire, l'équilibre se rétablirait facilement en Angleterre et dans tous les pays dont elle a été jusqu'ici le guide très sûr.

THE LAND BANK OF EGYPT

SOCIETE ANONYME EGYPTIENNE

fondée par Décret Khédivial du 10 Janvier 1905

Siège Social à Alexandrie

Capital : L.E. 1.000.000 — Réserves et Provisions : L.E. 806.000
Prêts sur Hypothèques à long ou à court terme. — Acquisition des créances hypothécaires. — Acceptation de capitaux en dépôt avec ou sans intérêts.

La Conjoncture Mondiale

LA NOTION DE L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE

Ce qu'en pense la Sofina

Chaque année, le Conseil d'Administration de la Sofina passe en revue les différents aspects des problèmes économiques mondiaux. Cette fois-ci, il aborde la question de la notion de l'équilibre économique. Voici ce qu'il publie à ce sujet :

Messieurs,

Nous avons voulu montrer, l'an dernier, comment l'insécurité des droits nuit au bien-être général; mais nous avons eu soin de dire qu'un ajustement de ces droits est parfois nécessaire, même lorsqu'ils découlent de conventions privées. Le changement est de l'essence de la vie dans toutes ses manifestations; la vie économique ne saurait y échapper.

Cependant, on s'en va répétant qu'il faut établir — ou rétablir — l'équilibre, et le stabiliser ensuite, dans l'ensemble ou dans divers secteurs des activités économiques. Il y a peu de pays aujourd'hui, où cette recherche d'équilibre ne soit pas un des objectifs exprès de la politique gouvernementale.

Qu'elle vise à maintenir ou à modifier des situations acquises, elle contribue à façonner les conditions d'existence des hommes et des entreprises. C'est pourquoi nous avons tenté d'analyser la notion de l'équilibre économique, d'examiner les «plans» qui prétendent à l'instaurer, et de tirer des enseignements de quelques expériences récentes.

Tel est, cette année, le thème des considérations d'ordre général qu'il est devenu de tradition pour nous de joindre à notre rapport sur les opérations de la société. Plus longues qu'à l'accoutumée en raison de l'ampleur du sujet, elles vous sont présentées dans une brochure séparée. En voici les lignes essentielles.

LA NOTION D'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE

L'équilibre économique suppose une heureuse satisfaction des besoins individuels et collectifs de l'humanité — heureuse pour ceux qui fournissent des biens ou des services comme pour ceux qui les acquièrent. La recherche de cet équilibre s'inspire souvent d'un souci de justice distributive, et d'ordinaire, elle vise à augmen-

ter la production de richesses de façon que celle-ci réponde à un relèvement progressif du niveau d'existence. Mais ces préoccupations sont dominées par un objectif plus immédiat: il s'agit d'atteindre à l'utilisation la plus complète des ressources en biens et en travail disponibles pour la production, et d'assurer, en même temps, l'écoulement intégral de leurs produits; en d'autres termes d'égaliser l'offre et la demande, portées l'une et l'autre au plus haut point possible.

DISPARITES QU'ON VOUDRAIT CORRIGER

De tous temps, les économistes se sont appliqués à déterminer les conditions les plus favorables au bien-être général. Cependant de nos jours, certains croient que la «structure» de l'économie mondiale a radicalement changé, et que des procédés nouveaux devraient être appliqués pour établir une «juste balance» entre l'offre et la demande. Or, les disparités dont ils font état ont toujours existé — les cas d'espèce seulement ne cessent de varier — et les méthodes par lesquelles ils proposent d'y remédier ne sont pas neuves.

Les «plans» suivant lesquels on a tenté de réorganiser les activités économiques au cours de ces dernières années partent d'hypothèses très différentes. Les uns postulent que les moyens de production sont insuffisants pour satisfaire aux besoins de la communauté; les autres supposent au contraire une surabondance des moyens de production par rapport à la capacité de consommation.

INSUFFISANCE DANS LA CAPACITE DE PRODUIRE

Le premier type de plan investit le gouvernement du pouvoir de régler souverainement l'emploi de tous les moyens de production aux fins qu'il estime le plus utiles. La réalisation la plus parfaite de cette conception se trouve dans le système soviétique, où les autorités assignent à chacun sa tâche, et sa portion dans les fruits de la production commune. Mais comme l'entreprise étatique ne saurait ni remplacer la multiplicité des initiatives privées ni égaliser leur sou-

plesse, elle ne fournira, au mieux, que des articles de première nécessité, de sorte que l'équilibre entre l'offre et la demande ne s'établira qu'à un niveau fort bas.

Si, d'autre part, dans les préoccupations gouvernementales, la puissance militaire occupe la première place, de manière que le potentiel de guerre passe avant le bien-être, les populations sont soumises aux privations d'un état de siège; l'autarcisme veut une réglementation envahissante qui conduit à un régime se rapprochant de plus en plus du soviétique.

INSUFFISANCE DANS LA CAPACITE DE CONSOMMER

Les plans qui tendent à développer la consommation pour qu'elle égale la capacité de production, s'attachent, même s'ils ne visent pas au nivellement social, à déplacer plutôt qu'à créer du pouvoir d'achat. Des transferts de ce genre caractérisent la plupart des tentatives de dirigisme, et à la vérité, les interventions gouvernementales dans l'économie ne consistent généralement qu'en cela. L'effet ordinaire d'un déplacement de moyens est d'appauvrir la communauté.

On a protégé certains producteurs aux dépens des consommateurs, on les a subsidiés aux dépens des contribuables; mais le renchérissement des fournitures en a restreint la demande. On a relevé, aux frais des employeurs, les salaires, les traitements, les pensions, afin d'augmenter le pouvoir d'achat des «masses»; mais la clientèle de celles-ci ne va qu'à certaines catégories de fournisseurs, et les entreprises dont les profits ont été atteints, ont cessé d'étendre leurs installations; souvent même, elles se sont abstenues de les renouveler. A leur défaut, les pouvoirs publics ont emprunté largement pour garnir les carnets de commande, de façon à occuper des chômeurs; mais les décaissements du Trésor ne peuvent remplacer qu'une faible partie des dépenses d'équipement que l'initiative privée exposerait si elle les croyait rémunératrices, et pour donner aux affaires un stimulant passager, la capacité d'achat future des contribuables a été grevée d'un fardeau de dettes qui n'a pas en contrepartie un

accroissement durable des revenus de la collectivité. L'expérience a démontré que le déséquilibre budgétaire n'est pas un moyen de parvenir à l'équilibre économique. Enfin, on a cherché d'autres stimulants dans la dévaluation de la monnaie et dans une politique de crédits faciles: la hausse des prix de vente devait à la fois alléger les charges des débiteurs — au détriment, il est vrai, de leurs créanciers — et créer cette illusion de prospérité, qui, née d'un accroissement apparent des revenus, pousse à la dépense; mais dans la plupart des cas, la hausse attendue ne s'est produite que pour certains articles, ou bien le coût de production a renchéri d'autant; et la fièvre d'achat excitée par la prévision de la hausse des disponibilités, a porté la demande à un niveau où elle n'a pu se maintenir.

Ceux qui, par ces procédés, ont voulu augmenter la consommation afin que les moyens de production fussent pleinement utilisés, ont perdu de vue cette vérité certaine que la capacité d'achat ne peut croître réellement que si les acheteurs fournissent de leur côté, en biens ou en services, l'équivalent du revenu supplémentaire qu'ils désirent recevoir. De plus, la volonté d'achat, spécialement d'équipement productif, n'existe que si la dépense promet d'être profitable; une pléthore de moyens de paiement ne suffit pas à la provoquer.

EXCES DANS L'OFFRE

Pour égaler l'offre et la demande, une autre méthode peut être envisagée: plutôt que d'augmenter la consommation, on restreindra la production. De fait, cette méthode a été éprouvée sous diverses formes.

L'offre de travail a été réduite en écourtant les heures d'occupation, en sorte que la demande fut répartie entre un plus grand nombre de travailleurs. Mais comme les employeurs n'ont pu réduire les salaires hebdomadaires, le coût de leurs productions a augmenté, et ils ont tantôt remplacé de la main-d'œuvre par des machines, tantôt relevé leurs prix de vente et nuï à la consommation; dans les deux cas, le raccourcissement des heures de travail a abouti à un nouveau chômage.

L'offre de produits a été réduite par des interdictions de produire ou par des primes accordées pour ne pas produire. Appliquées à des articles faisant l'objet d'un commerce international, ces dispositions ont profité surtout aux concurrents étrangers, qui n'y étaient pas soumis. Cependant, pourvu que la production réponde pleinement à la demande, il est déraisonnable qu'elle la dépasse. L'ajustement s'obtient le mieux par des ententes entre producteurs. Plusieurs gouvernements ont favorisé la formation de groupements professionnels et, parfois, ils leur ont assuré un monopole; s'il y a quelque danger que ces associations haussent

indûment leurs prix de vente — comme certaines l'on fait quittes à relever les salaires pour obtenir l'appui des syndicats ouvriers — il n'est pas difficile de parer aux abus qu'elles pourraient commettre au préjudice des consommateurs.

Dans certains pays, l'épargne et spécialement les réserves des sociétés ont été taxées en vue de décourager des extensions d'outillage productif. C'était accentuer le chômage dans les industries produisant des biens durables, mettre en danger la stabilité des entreprises, et tarir la source même des moyens de production.

DISPROPORTION DANS LES PRIX

Estimant qu'un équilibre satisfaisant a existé pendant telle ou telle année où les affaires étaient prospères, des réformateurs sont partis de l'hypothèse que les prix pratiqués alors étaient la cause de cet équilibre, et que celui-ci serait recouvré si ces prix pouvaient être rétablis. Ils ont répandu une véritable mystique des prix, d'où sont issues de multiples tentatives pour créer des relations déterminées entre les prix de gros et de détail, les prix des produits agricoles et industriels, les prix à l'intérieur et à l'étranger. Les moyens mis en oeuvre ont consisté surtout dans des manipulations monétaires. Leur efficacité s'est avérée limitée; on peut douter qu'il faille le regretter, car l'utilité du but auquel elles tendent est contestable.

Pourtant, une dévaluation de la monnaie peut donner aux producteurs du pays où elle s'opère, un

avantage sur leurs concurrents étrangers. Peut-être sera-t-elle nécessaire pour leur permettre de récupérer des débouchés accoutumés. Si un «alignement des monnaies», dans le seul but de maintenir et de développer les échanges est utile, la vanité d'une course à la dévaluation est aujourd'hui reconnue. Mais le rétablissement des parités fixes entre les monnaies ne sera praticable que si chaque pays a la ferme volonté et la capacité de compenser régulièrement, par ses exportations, et par les capitaux étrangers qu'il attire, les engagements dont il doit s'acquitter au dehors.

REPERCUSSIONS DU DIRIGISME NATIONAL SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Lorsqu'un pays s'appauvrit par sa politique économique et particulièrement lorsqu'il raréfie ou renchérit ses produits exportables, et qu'il restreint en conséquence sa capacité d'importer, il fait tort à tous les autres. Les barrières douanières ne sont pas le seul empêchement à une reprise du trafic international.

À peine de pratiquer un protectionnisme à rebours il peut être nécessaire de frapper les produits étrangers d'un droit de douane équivalant aux impôts et aux charges sociales dont la production nationale est grevée et dont ses concurrents sont exempts. C'est là une des raisons pour lesquelles dans les conditions actuelles, un libre-échange absolu est irréalisable. Du reste, les restrictions douanières ne pourraient

SOCIETE EGYPTIENNE FINANCIERE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

« SEFINA » S.A.E.

23, SHARIA EL MADABEGH — LE CAIRE

autorisée par Décret Royal du 19 Février 1938,
paru au journal Officiel du 5/3/38

Dépôts à vue et à terme fixe — Recouvrement et Escompte d'Effets —
Emission de chèques sur l'Egypte et l'Etranger — Achat et vente de
Billets de Banque et Monnaies Etrangères — Ouverture de Crédits
Documentaires et simples — Ordres de Bourse — Dépôt de Titres —
Encaissement de tous coupons — Titres et Obligations à lot au
comptant et à terme.

CAISSE D'EPARGNE aux MEILLEURES CONDITIONS

être supprimées sans jeter de nouveaux troubles dans l'économie mondiale, à moins qu'au préalable des occupations ne fussent assurées aux hommes et une utilisation aux moyens de production que la levée de la protection, à l'abri de laquelle ils travaillent aujourd'hui, exposerait au chômage. L'extension des marchés faciliterait l'équilibre entre l'offre et la demande; mais un esprit de coopération internationale est indispensable pour élargir le champ des échanges.

Comment promouvoir cette coopération ?

Il serait vain de vouloir «diriger» l'économie mondiale. Toute tentative de niveler, par exemple, les prix de revient serait futile: même sur le terrain national, les efforts tendant vers ce but ont échoué; et d'ailleurs, la disparité des coûts favorise la division des besognes. L'essentiel est que les gouvernements soient pénétrés de l'idée qu'ils doivent s'aider réciproquement à ouvrir des débouchés aux produits et aux services de leurs nationaux.

LEÇONS DE RECENTES EXPERIENCES

Les récentes expériences n'ont pas seulement mis en lumière les inconvénients et les faiblesses du dirigisme; elles enseignent aussi comment les pouvoirs publics peuvent contribuer à l'équilibre économique. Leur rôle consiste à ouvrir des voies aux échanges, à les jalonner de poteaux indicateurs, et à empêcher que le trafic ne devienne désordonné; mais non pas à prescrire à chacun sa destination, ni la route à suivre pour y atteindre. Des gouvernements sont intervenus avec succès pour ménager des ententes entre producteurs; parfois, ils ont éveillé un sentiment de solidarité entre employeurs et employés; ils ont aidé par des travaux statistiques à éclairer vendeurs et acheteurs sur la situation du marché; ils ont participé à des campagnes de propagande commerciale pour développer la demande; ils ont facilité des déplacements de populations inoccupées vers des régions où s'offraient des emplois. Toutes ces pratiques pourraient s'étendre au domaine international.

Les nations donnent aujourd'hui le spectacle d'une réunion de joueurs qui s'obstineraient les uns à jouer au bridge, d'autres à la belote d'autres encore au poker. Si dans de pareilles conditions le jeu des échanges ne va pas, c'est qu'il veut également un accord sur certaines règles fondamentales — des principes d'économie et de droit. Il n'est peut-être pas impossible de dégager ces principes et de les inscrire dans des conventions internationales.

Le progrès technique ouvre des possibilités infinies à la production, et l'éducation qui affine et diversifie les besoins, peut accroître indéfiniment les demandes. Il n'y a pas trop de biens; au contraire, il en faudra

de plus en plus pour relever constamment le niveau d'existence de l'humanité.

Le déséquilibre entre l'offre et la demande tient au fait que les acheteurs éventuels sont empêchés de fournir en retour de ce qu'ils demandent, des biens ou des services que d'autres désirent — ou bien qu'ils ne veulent se mettre en mesure de le

faire. L'initiative privée est l'agent le plus habile à provoquer les offres souhaitées et à développer la clientèle; les pouvoirs publics peuvent la protéger et la seconder, mais trop souvent leurs interventions accentuent les disproportions qu'elles visent à corriger, parce qu'elles entravent l'offre ou qu'elles l'empêchent d'être attrayante.

Le Problème de la Tchécoslovaquie

(Suite de la page 2)

Il y a quelque temps de cela, nous avions publié ici-même, une carte économique qui montrait clairement les richesses économiques de la Tchécoslovaquie. Les ressources de cette dernière en bois et en charbon sont considérables. Son fer lui permet de couvrir la moitié de ses besoins. Elle possède du manganèse et d'autres minéraux, quoiqu'en quantités insuffisantes.

Cependant le commerce d'exportation joue un rôle de premier plan dans l'économie tchécoslovaque.

Mais nous dira-t-on, du moment que la Tchécoslovaquie peut à la rigueur modifier ses courants d'échanges avec l'étranger de façon à réduire au minimum les inconvénients qui résulteraient d'un blocus économique de l'Allemagne, et de ses satellites pourquoi craindre le Reich puisqu'il ne pourrait jamais exercer une pression décisive.

Le malheur est que la Tchécoslovaquie est entourée en bonne partie de pays qui lui sont plus ou moins hostiles et à travers desquels passent la majeure part des cou-

rants commerciaux de la Tchécoslovaquie avec l'étranger. Il suffit par exemple que l'Allemagne accroisse les tarifs de transit que doivent acquitter les produits tchécoslovaques pour augmenter considérablement les prix de ces derniers et les rendre invendables.

C'est là que réside le danger réel. Comment la Tchécoslovaquie pourrait-elle y parer? La Pologne par exemple serait-elle disposée à l'aider en lui permettant de faire passer son commerce par Gdynia? C'est possible, quoique malgré tout, le rôle de la Pologne ne paraît pas très clair en ce moment.

La France serait peut-être en position de faire comprendre aux dirigeants polonais le danger qu'ils pourraient courir en aidant l'Allemagne à étrangler la Tchécoslovaquie. La question s'élargit donc.

Au point de vue économique comme au point de vue politique c'est, en fin de compte, en Europe Occidentale que se déroulera le sort de l'Etat tchécoslovaque.

Edgar Anzarut.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME

**Capital: 400 millions de francs
ENTIÈREMENT VERSÉS**

Réserves: 441 millions de francs

ALEXANDRIE - LE CAIRE - PORT-SAID
ISMAILIA (Bureau hebdomadaire)

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

**LOCATION DE COFFRES-FORTS
A DES CONDITIONS AVANTAGEUSES**

POUR 1937

LE TRAFIC DU CANAL DE SUEZ

Année record

Le mouvement maritime a été, en 1937, plus actif qu'il ne l'avait jamais été auparavant. Tous les chiffres antérieurement atteints ont été dépassés, même ceux de l'année «record» 1929.

Sans doute, ce résultat est-il dû pour partie à l'activité, encore très grande, qu'a présentée l'an dernier le trafic italo-éthiopien. Pendant le premier semestre surtout, ce trafic a été important, fournissant une moyenne mensuelle de 330.000 tonnes; depuis le mois d'août, il a fléchi, ne donnant plus en moyenne que 240.000 tonnes par mois. Mais, quel qu'ait été l'appoint de ce mouvement, il n'en a pas moins été inférieur à celui de l'année précédente et c'est bien au trafic général, plus particulièrement au trafic commercial, qu'est dû le progrès constaté en 1937 par rapport à 1936.

Le nombre total des traversées, 6.635, est en augmentation de 758, ou de 12,9 pour cent. Le tonnage total de jauge nette, 36.491.000 tonnes, s'est accru de 4.112.000 tonnes, soit d'un pourcentage à peu près identique 12,7 pour cent. Mais l'accroissement du trafic commercial est plus fort encore: il dépasse 20 pour cent. Cet accroissement ne s'est pas réparti également sur toute l'année 1937. Le mouvement maritime commercial, qui a suivi une courbe constamment ascendante depuis le printemps de 1936 jusqu'au printemps 1937, a atteint son maximum au mois d'avril. Pendant le deuxième trimestre de 1937, il a dépassé de 30 pour cent son niveau du deuxième trimestre de 1936, puis le progrès d'une année à l'autre, tout en demeurant important (20 pour cent pour le troisième trimestre et 14,2 pour cent pour le quatrième), s'est progressivement atténué dans les derniers mois de l'exercice.

Il n'y a là rien de surprenant, le trafic, comme toujours, a reflété l'évolution de la conjoncture mondiale. C'est, en effet, au printemps de 1937 que les principaux indices de l'économie du monde, après avoir atteint par une ascension presque ininterrompue de plusieurs années un niveau très élevé, ont commencé à faiblir. Au mois de mars, le prix-or des matières premières passait par un sommet marqué par l'indice 59,8; il s'abaissait depuis lors progressivement pour tomber, à la fin de l'an-

née à 44,5. L'indice traduisant l'activité de la production industrielle mondiale, de son côté, atteignait son maximum en mai, puis baissait d'une façon constante. L'indice exprimant l'intensité du commerce mondial suivait la même courbe, touchant son maximum également en mai.

L'évolution du trafic explique tout naturellement la diminution de 924.000 tonnes constatée l'année précédente dans les passages de navires de guerre ou de transports militaires, ainsi que l'augmentation du nombre des navires de commerce, dont toutes les catégories sont en progrès: les navires postaux de 1.635.000 tonnes, ou 14,9% les autres navires de commerce chargés de 2.974.000 tonnes, ou 21,6%, les navires sur lest de 427.000 tonnes, ou 8,2%.

Cette dernière catégorie de transiteurs offre des variations importantes qui ne ressortent pas de la simple comparaison de leurs chiffres globaux pour l'ensemble des deux années. En effet, en 1936, le mouvement Sud-Nord de ces navires avait atteint un chiffre considérable, 1.333.000 tonnes (moins élevé pourtant qu'en 1935 où il avait été de 1.814.000 tonnes), dû au retour à vide en Italie de navires ayant desservi l'Afrique orientale italienne. En 1937, par contre, les retours de navires sur lest venant du Sud n'ont totalisé que 116 mille tonnes. Il y a donc une diminution de 1.217.000 tonnes dans les passages sur lest Sud-Nord. Dans la direction Nord-Sud par contre, le tonnage sur lest s'est fortement accru, passant de 3.850.000 tonnes en 1936 à 5.494.000 tonnes en 1937. Cet accroissement provient presque intégralement d'une reprise de l'activité exportatrice des régions situées au delà de Suez, ce qui a entraîné l'envoi de nombreux cargos légers attirés par l'espoir d'un fret de retour rémunérateur. Jamais ces passages n'avaient été aussi abondants qu'en cette année 1937; les bateaux-citernes sont en augmentation de 755.000 tonnes, les «tramps» en augmentation de 694.000 tonnes et les navires des compagnies régulières en accroissement de 195.000 tonnes.

La répartition du tonnage transiteur entre les diverses nationalités ne fait ressortir aucun changement dans l'ordre d'importance des principales nations clientes du Canal.

Le pavillon britannique vient toujours en tête, avec un tonnage de 17.254.000 tonnes, en accroissement de 2.202.000 tonnes. Pour la première fois depuis d'assez nombreuses années, sa part dans le trafic total s'est un peu relevée par rapport à l'exercice précédent passant de 46,5% à 47,28%.

Le pavillon italien bien qu'en recul de 11,5% se place encore au deuxième rang, avec un total de 5.866.000 tonnes, soit 16,1% du trafic total.

L'Allemagne, en progrès de 15%, occupe la troisième place avec un tonnage de 3.313.000 tonnes, sa part dans le trafic global étant de 9,1%.

Viennent ensuite, dans le même ordre que l'année précédente les pavillons néerlandais (2.800.000 t.); français (1.820.000 t.); norvégien (1.657.000 t.), japonais (967.000 t.), et hellénique (881.000 t.).

Le mouvement total des passagers a été de 698.000 au lieu de 782.000 en 1936.

Le trafic des marchandises, plus sensible encore que le mouvement maritime aux variations de la conjoncture économique, s'est accru en 1937 plus que ne l'a fait le tonnage de jauge. Il s'est élevé à 32.776.000 tonnes poids, marquant un progrès considérable de 7.220.000 tonnes, ou 27,5%, sur celui de 1936. Les exportations de l'Europe ont été proportionnellement moins favorisées que ses importations. Il semblerait que l'Europe a développé beaucoup plus encore ses besoins que sa production et qu'elle n'a pas hésité à satisfaire ces besoins ainsi accrus.

Néanmoins, le trafic Nord-Sud est de 15% supérieur à celui de l'année précédente et ceci, malgré une nouvelle et très importante réduction des envois de Russie à destination de l'Extrême-Orient. Les exportations russes sont tombées dans l'ensemble de 970.000 tonnes à 277 milles tonnes: on est loin du tonnage maximum exporté de Russie en 1934 avec 1.572.000 tonnes. La réduction de ces expéditions russes a surtout porté sur le pétrole et les métaux.

Le pétrole est d'ailleurs le seul des grands produits du trafic Nord-Sud qui se soit trouvé en diminution sur 1936.

(à suivre)

ACTUALITÉS ÉCONOMIQUES

La Défence du Franc Belge. - La Tendance du Marché du Coton.

La défense du franc Belge

La Banque Nationale, dont la mission comporte le maintien de la stabilité de la devise, vient de prendre les mesures techniques rendues nécessaires par l'allure du marché des changes. L'élévation du taux de l'escompte est la manœuvre classique : quand la monnaie n'est pas atteinte d'un mal profond et que les moyens matériels sont suffisants, cette manœuvre réussit.

Que la Banque Nationale de Belgique dispose de moyens suffisants, cela ne fait pas le moindre doute. Sa réserve d'or et de valeurs-or dépassait 21 milliards, il y a quelques jours, alors que ses engagements à vue sont un peu supérieurs à 24 milliards de francs. Elle est donc en état de livrer autant d'or qu'il le faudra.

La détermination qu'elle vient de prendre ne manquera pas d'exercer l'effet psychologique habituel sur les spéculateurs à la baisse. La situation actuelle offre en effet ce trait caractéristique que la spéculation s'est greffée sur les mouvements de capitaux déterminés par la dévaluation du franc français et sur les besoins normaux des importateurs. Cette spéculation a ses origines en Belgique même ; elle s'exerce à très court terme. Dans les cas de cette espèce, la seule annonce que l'Institut d'émission accepte la bataille a suffi, dans la plupart des cas, pour rendre la confiance aux commerçants qui doivent se couvrir en devises étrangères ; et par conséquent pour casser les reins à la spéculation qui joue à côté de ces opérations normales.

La question de savoir si le franc belge n'est pas atteint d'un mal profond trouve sa réponse dans la considération des trois faits suivants : 1.) le coût de la vie en Belgique n'est pas plus élevé, en valeur-or, que dans les pays voisins de concurrence ; 2.) le niveau des salaires belges est encore très supportable quand on le compare à ceux de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis et des pays scandinaves ; 3.) notre balance commer-

ciale, compte tenu du Congo, est parfaitement équilibrée. Ces constatations équivalent à l'absence de tout facteur d'ordre économique susceptible de justifier ou de provoquer la dévaluation de notre franc.

Quant aux finances de l'Etat, on sait ce qu'il faut en penser ; de ce côté-là, les influences défavorables joueront jusqu'au moment où l'on verra le Gouvernement résolu à pratiquer les économies nécessaires et décidé à ne pas surcharger l'économie nationale d'un fardeau excessif.

La tendance du marché du coton

Selon des chiffres que viennent de publier les spécialistes anglais « Garside », la consommation mondiale de coton américain durant le mois de mars dernier, a été de 966 mille balles, contre 1,210 mille balles en mars 1937, ce qui porte le total pour la saison à fin mars à 7,695 mille balles contre 8,698 mille balles au cours de la même période de la saison antérieure.

La consommation mondiale de coton d'autres provenances pendant le mois de mars dernier est estimée à 1,279 mille balles contre 1,580 mille balles, soit un total de 10,437 mille pour la période août-mars 1938, contre 11,751 mille balles pour août-mars 1937.

Cela ferait donc une consommation totale de cotons de toutes sortes pour la période s'étendant du 1er août 1937 à fin mars 1938, de 18,132 mille balles contre 20,449 mille balles pour la même période de la saison antérieure.

Les courtiers « Garside » font remarquer qu'à moins d'une amélioration de l'activité textile, la consommation totale de cotons de toutes provenances pendant la saison en cours ne dépassera probablement pas 27 millions de balles, chiffre qui doit être comparé à 31 millions pour la saison dernière.

Les mêmes courtiers en concluent que le reliquat à fin juillet sera d'environ 13 millions de balles en coton américain et de 10

millions de balles en coton d'autres provenances, soit un total de plus de 23 millions. Le reliquat américain égalerait, dans ces conditions, le record de 1932, tandis que le reliquat des cotons d'autres provenances atteindrait un chiffre qui n'a jamais été enregistré jusqu'à présent.

Pour ce qui touche à la nouvelle récolte, les courtiers anglais « Reiss Brothers » écrivent dans leur circulaire que si l'on estime que la superficie ensemencée sera d'environ 29 millions d'acres, on peut, sur la base du mouvement moyen des cinq dernières années, s'attendre à une récolte de 12 1/4 à 12 1/2 millions de balles. Cependant, comme les fermiers ont probablement semé sur leurs meilleures terres et qu'ils procéderont à une culture intensive avec large usage d'engrais chimiques, on peut prévoir une récolte de loin supérieure à ce chiffre, à moins que les conditions atmosphériques soient défavorables.

Si l'on s'en tient uniquement aux statistiques, on ne trouve donc guère d'éléments encourageants à propos des perspectives du marché américain. N'était-ce le fait que le gouvernement américain détient actuellement un total d'environ 6,850 mille balles de coton, créant de la sorte, un resserrement artificiel de l'effectif américain, les marchés auraient probablement fléchi à des niveaux inférieurs à ceux que l'on constate présentement.

Le programme américain de dépenses gouvernementales en faveur du coton n'a pas, jusqu'à présent, encouragé le développement de l'initiative haussière. Cependant, il a visiblement découragé toute entre-prise de nature baissière.

En général, pour le moment, on ne prévoit pas des variations importantes du niveau général des prix et l'avis courant est qu'une hausse des prix du coton est strictement subordonnée à une reprise de l'activité économique. L'atmosphère d'incertitude dont, malgré une grande amélioration et une détente positive, on n'est pas encore sorti, est toujours interprétée comme entravant une tendance meilleure dans l'ensemble des bourses de marchandises.

REVUE DE LA PRESSE ARABE

L'Egypte n'a pas besoin d'emprunt

A la suite du rapport de S.E. Sedky pacha sur le fonds de réserve, le bruit avait couru — rapporté par le « Times » — que l'Egypte aura recours à un emprunt, sur le marché britannique. Mais les milieux autorisés gouvernementaux démentent catégoriquement ces bruits, et l'« Ahram » en fait de même dans un article où on lit :

Nous avons publié dernièrement la note de S.E. Sedky pacha sur l'état de notre fonds de réserve et sur toutes les charges financières de l'Egypte, y compris celles découlant du Traité. Ces vérités ont provoqué une réaction telle, que le correspondant du « Times » parlant de cette note la qualifie de « liste noire ». Il prétend même que celle-ci n'avait été préparée que dans le but d'ouvrir la voie à un emprunt à contracter à l'étranger.

UNE ANCIENNE QUESTION

Cette question de l'emprunt est de longue date. En effet, en janvier dernier, le correspondant du « Financial Times » au Caire dépêcha à son journal disant que Sedky pacha a déclaré que l'Egypte voudrait contracter un emprunt à Londres. Le journal avait publié cette dépêche en l'accompagnant de commentaires; il avait dit que les milieux financiers de Londres accueillent ce désir de l'Egypte avec beaucoup d'intérêt. Puis il a ajouté qu'il se peut que l'Egypte ait recours aux impôts pour se procurer les ressources nécessaires à son armée et à sa défense nationale. Et après avoir fait allusion à la bonne position financière de notre pays et à son état économique, il a dit qu'il n'y a aucune opposition de la part de la « City » (Londres) à consentir un tel emprunt, car l'Egypte a une renommée financière satisfaisante.

A la réception de cette dépêche, il y a de cela quatre mois environ — nous étions adressés à S.E. Sedky pacha, alors ministre des Finances. Après avoir démenti cette nouvelle, il nous déclara que l'Egypte aura par les nouveaux impôts des ressources qui la dispenseront de contracter un emprunt.

Ce sont les déclarations faites par Sedky pacha en janvier dernier. Et ces mêmes déclarations nous ont été faites par Sedky pacha à la suite des nouvelles rumeurs parues dans la Presse au sujet d'un emprunt de l'Egypte.

Telle était l'opinion de l'ancien ministre des Finances :

Que sera-ce celle du nouveau ministre ? Dans tous les cas l'Egypte n'a pas besoin d'un emprunt. Ses recettes sont stables et satisfaisantes et malgré les nombreuses dépenses qu'elle a, sa situation actuelle ne l'oblige aucunement à contracter des emprunts.

Toutefois, il est du devoir du Gouvernement égyptien de démentir ces fausses nouvelles qui paraissent dans la Presse étrangère et qui portent atteinte à la renommée financière de l'Egypte.

Economisons !

C'est du moins, l'avis de Lackany bey. Ce grand spécialiste de questions financières parle au « Balagh » :

Mon projet tend à étendre l'impôt à tous les genres de revenus. Certes, il y a des difficultés entravant la connaissance exacte de certains revenus. Mais j'ai proposé pour y remédier que l'on ait recours à des moyens indirects.

— Pensez-vous que l'application des impôts sur cette base distinguant entre les diverses sortes de revenus, fournira au Trésor les fonds nécessaires ?

LES IMPOTS

NE SUFFIRONT PAS

— L'Egypte commence à adopter ce genre de contributions. Il est impossible de faire des pronostics à leur sujet. Toutefois en supposant les meilleures hypothèses, il faudrait admettre

que les contributions quelques élevées qu'elles soient ne suffiront pas aux besoins du pays à l'avenir. Nous avons à faire face à des projets d'ordre social et militaires; ceux-ci, sont coûteux et ont besoin d'argent. Du reste, Sedky pacha, a fort bien établi dans sa note sur les réserves, que les fonds qui nous restent sont déjà affectés à divers projets.

MAIS IL NOUS FAUT

DE L'ECONOMIE

— Comment pourrions-nous donc faire face à toutes les entreprises si nous n'avons pas les fonds nécessaires ?

— Il nous faut absolument suivre une politique hardie d'économie.

— Quels sont les moyens de réaliser cette économie ?

— Il faut commencer par économiser dans les administrations générales qui se trouvent dans les ministères. C'est une question délicate. Je ne veux pas entrer dans les détails.

« Il faudrait aussi réformer le cadre des fonctionnaires en respectant évidemment les droits acquis. Le cadre établi par Sedky pacha, lorsqu'il sera appliqué à tous les fonctionnaires, n'aboutira qu'à une économie de deux millions et demi de livres tout au plus.

« Si nous voulons vraiment faire des économies, nous devons être plus habiles et faire un nouveau cadre applicable aux nouveaux venus. Nous construisons pour l'avenir.

« Il ne faut pas perdre de vue également le cadre de l'armée. Celle-ci qui ne comprenait que 8.000 hommes, serait portée à 100.000. Vous imaginez les crédits nécessaires à ce nouveau cadre.

BANQUE BELGE ET INTERNATIONALE EN EGYPTE

SOCIÉTÉ ANONYME ÉGYPTIENNE

Autorisée par Décret Royal du 30 Janvier 1929

Capital souscrit. . . L.E. 1.000.000

Capital versé 500.000

Réserves au 30 Juin 1937 : L.E. 33578

Siège Social au Caire: 45, Rue Kasr El Nil

Agence au Mousky 18, Rue Bibars, Hamzaoui

Siège à Alexandrie: 10, Rue Stamboul

TRAITE TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE
CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER

La majoration du tarif douanier sur les cotonnades

Le problème des droits de douane a fait couler des flots d'encre. Tous les journaux arabes en parlent. Et l'« Ahram » pense que le Lancashire ne peut pas se passer du coton égyptien. La menace de boycotter notre principal produit ne doit pas être prise en sérieuse considération.

Les menaces ont malheureusement produit leur effet sur certains propriétaires fonciers qui poussent le gouvernement à modifier les taxes imposées récemment. Que les producteurs de coton soient sans crainte: le Lancashire ne peut se passer du coton égyptien qu'il achète pour ses qualités intrinsèques.

La Providence a voulu que l'Egypte et le Lancashire soient unis: la première parce qu'elle produit le meilleur coton du monde, le second parce qu'il fabrique les meilleures cotonnades. Si le Lancashire met en vigueur ses menaces, il perdra sa position unique de fabricant des meilleurs textiles de l'Univers.

D'autre part, si le Lancashire n'achetait plus le coton égyptien, les prix de notre produit national tomberaient. Les capacités d'achat de l'Egypte seraient diminuées et naturellement les exportations des autres produits britanniques en Egypte en souffriraient, de même que les capitaux investis dans le pays.

De son côté, le « Wafd El Masri », traite de la même question. Il écrit:

Le Gouvernement a bien fait de réfuter point par point les arguments du Lancashire et surtout de faire connaître les droits du gouvernement de modifier son régime douanier comme il l'entend et toutes les fois qu'il l'entend.

En fait, s'il avait cédé devant la pression britannique, il aurait créé un précédent qui aurait permis aux puissances étrangères de se mêler des affaires intérieures de l'Egypte.

Cependant, cela ne doit point amener le gouvernement à persister dans une politique qui est, de l'avis général, contraire aux véritables intérêts de l'Egypte.

Lorsque la tempête soulevée par les protestations du Lancashire se sera calmée, le gouvernement devra modifier les droits de douane sur les cotonnades de façon à sauvegarder les intérêts véritables des producteurs de coton égyptien.

Le Gouvernement peut protéger l'industrie locale en lui accordant des subsides s'ils se rend compte que cette industrie est exploitée comme il convient et sur des bases économiques. Une enquête sérieuse, est cependant nécessaire avant que les autorités ne mettent en pratique la politique de l'aide pécuniaire gouvernementale à accorder aux fabriques locales.

Et voici maintenant le « Mokattam » qui met au clair la situation actuelle des filateurs du Lancashire qui ont fait entendre à plus d'une reprise leurs protestations contre les nouveaux droits douaniers sur les cotonnades :

Si les filateurs du Lancashire trouvent qu'il est maintenant de leur intérêt de remplacer le coton égyptien par une autre qualité de coton, ils exécuteront leur décision et nous n'aurons pas à les empêcher d'agir de la sorte.

D'ailleurs, les filatures du Lancashire ne font pas usage du coton égyptien pour une question d'enthousiasme mais pour des raisons importantes connues des intéressés.

Le Gouvernement égyptien n'a pas fait toutefois la sourde oreille aux protestations des filateurs du Lancashire. Il a chargé son ambassadeur à Londres d'entamer les pourparlers avec eux pour avoir une explication nette et précise sur l'objet de leurs doléances pour aboutir à une solution satisfaisante pour les deux parties.

La nature de la mission confiée à S.E. Hassan Nachaat pacha prouve que le gouvernement égyptien n'a pas encore dit son dernier mot, surtout s'il est prouvé que les nouveaux droits sont gravement préjudiciables aux meilleurs clients de l'Egypte, préjudice qui pourrait entraîner un boycottage malgré les relations amicales existants entre les deux pays. Du moment que le gouvernement égyptien a expliqué son attitude et

a fait preuve d'un esprit de conciliation, il ne reste plus aux filateurs du Lancashire qu'à attendre les résultats de ces efforts. Ils auront au besoin le temps de prendre des mesures de représailles contre l'Egypte ou d'adopter l'attitude qui convient en vue de protéger leur industrie. Nachaat pacha sera bientôt à Londres et s'empressera de remplir sa mission. L'ambassadeur d'Egypte est un homme éminent, connu par son intelligence et son sens pratique. Il entretient des relations amicales avec plusieurs personnalités britanniques et il a la confiance de son gouvernement. Il parviendra à trouver une solution à ce différend, solution qui mettra fin à la crise sans avoir recours à des mesures de rigueur.

Il est de notre devoir de déclarer ici que le but visé par l'Egypte en augmentant les droits sur les cotonnades tend uniquement à protéger une grande industrie naissante. Tout ce qu'on dit relativement à l'éventualité pour les filateurs du Lancashire de renoncer à l'achat du coton égyptien et de le remplacer par une autre qualité n'est pas facilement réalisable. Ce remplacement nécessitera de grands efforts, de l'argent et du temps. On arrivera à éviter tous ces désagréments en conseillant aux milieux intéressés de Lancashire de s'armer de patience, cette patience britannique déjà célèbre. Par le fait même, on ouvrira la voie à des pourparlers ayant pour but la conciliation entre les intérêts des deux pays.



LA FLUVIALE

F. VANDER ZEE & CIE

CAPITAL
L.E. 75.000
RÉSERVES
L.E. 75.000

SIÈGE SOCIAL:

ALEXANDRIE, 10, rue Chérif Pacha
Téléphone 28659 (5 lignes)

AGENCES PRINCIPALES: LE CAIRE - MINIEH - ASSIOUT

La plus importante entreprise de transports intérieurs en Egypte

TRANSPORTS FLUVIAUX
TRANSPORTS CAMIONS
TRANSITS - DÉDOUANAGES



ÉCHOS ET NOUVELLES

M. MINOST AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA NATIONAL BANK

Nous sommes heureux d'apprendre que dans sa réunion de mercredi dernier, le Conseil d'Administration de la National Bank a décidé de nommer M. Emile Minost, Administrateur-Directeur Général du Crédit Foncier Egyptien, Administrateur de la Banque Nationale d'Egypte.

Cette nomination recueillera l'approbation de tous les milieux financiers et officiels d'Egypte, où M. Emile Minost jouit d'une considération toute particulière.

Docteur en droit et licencié ès-lettres de l'Université de Paris, M. Minost fut en France, Inspecteur des Finances en 1917. En 1920, il est nommé Directeur des Services financiers de la Commission des Réparations. En 1923, il vint en Egypte comme Secrétaire général du Crédit Foncier Egyptien. En 1931, il est nommé Directeur Général et Administrateur.

M. Minost est membre de l'Institut d'Egypte, et pendant 8 ans, il fut Secrétaire Général de la Société Royale d'Economie Politique, dont il a été récemment élu vice-Président.

Il est l'auteur de 2 livres sur l'« Intervention des Puissances dans les entreprises contemporaines d'intérêt international » et sur « Les Sociétés à charte internationale ».

En outre, il a publié dans l'« Egypte Contemporaine », organe de la Société Royale d'Economie Politique, 3 Essais sur la valeur et le revenu des terres d'Egypte et sur la propriété immobilière en Egypte ; une étude sur l'action contre la crise cotonnière en Egypte ; un article sur l'Egypte Economique et Financière et une étude sur la monnaie et le crédit.

A l'Institut d'Egypte, M. Minost fit une communication sur le traité des monnaies musulmanes de Makrizi et une communication sur une suggestion du rapport de M. van Zeeland.

M. Minost est administrateur du Crédit Agricole ; administrateur de la Société d'Assurances « Al Chark » et membre du Conseil Economique.

Souignons que M. Emile Minost est Grand Officier de l'Ordre du Nil, Commandeur de l'Ordre d'Ismail et Chevalier de la Légion d'Honneur.

Nous adressons tant au nouvel administrateur qu'au Conseil de la National Bank nos plus sincères félicitations.

LE JUGEMENT DANS L'AFFAIRE DES OBLIGATIONS LAND BANK

Samedi 14 mai 1938, la 1ère Chambre Civile du Tribunal Mixte d'Alexandrie, présidée par M. Mahmoud bey Said, a rendu son jugement dans l'affaire des obligations 4 1/2% Land Bank of Egypt.

Adoptant un moyen terme entre les solutions extrêmes qui lui étaient demandées, le Tribunal — après avoir donné acte à MM. Georges Moraitinis et Thémistocle Handrinos de leur renonciation à l'action telle qu'ils l'avaient introduite par leur exploit d'assignation du 19 décembre 1936 et telle qu'ils l'avaient reprise par leur action du 16 janvier 1937 ; après les avoir déclarés irrecevables en leur intervention actée au procès-verbal d'audience du 4 mai 1938, avoir déclaré également irrecevable M. Louis Rondeleux, pris en sa qualité de Président du Comité des porteurs français des obligations 4 1/2% Land Bank en son intervention actée au procès-verbal d'audience du 30 avril 1938 ; avoir dit par contre recevables en leur intervention MM. James Rodosli, Maurice Mattatia et Amin Nasraoui — a dit pour droit, quand à l'action de ces intervenants et des demandeurs Linda Savignoni, Edoardo Savignoni bey, Giuseppe Campos et la Raison Sociale Aghion Frères :

« Que la Land Bank of Egypt est tenue, pour se libérer en Egypte des coupons de ses obligations 4 1/2% émises en 1930, d'un montant de 22,50 francs français, tels qu'ils sont définis par la Loi française du 25 juin 1928 (soit par un poids d'or de 65,5 milligrammes au titre de 900/1000mes d'or fin pour un franc), de verser aux porteurs, L.E. 0,176 millièmes (sur la base de L.E. 0,785 millièmes pour chaque cent francs français), c'est-à-dire suivant la valeur du franc français de 1928, converti en monnaie égyptienne, aux jour et date de l'émission de l'emprunt, le 16 juillet 1930, monnaie égyptienne ayant conservé depuis lors et jusqu'à la date de l'échéance des coupons réclamés, leurs cours légal, forcé et libératoire ».

COMPAGNIE UNIVERSELLE DU CANAL MARITIME DE SUEZ

Les Actionnaires sont convoqués en Assemblée Générale pour le lundi 13 juin 1938, à quatorze heures précises, Salle d'Iéna, 10, Avenue d'Iéna, à Paris.

L'Assemblée Générale est composée des Actionnaires propriétaires d'au moins vingt-cinq actions de capital ou de jouissance, ayant, au plus tard le mercredi 8 juin 1938, à quatorze heures, justifié au domicile administratif de la Compagnie, 1, rue d'Astorg, à Paris, du dépôt de leurs titres, soit dans les Caisses administratives, soit dans celles des correspondants de la Compagnie en France ou à l'étranger.

THE UPPER EGYPT HOTELS CY.

Les actionnaires de cette Société sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 26 mai 1938. A cette

réunion, il sera soumis à leur approbation les comptes suivants arrêtés au 31 mars 1938 :

Actif. — Caisse et Banques L.E. 20520 (8712) ; Débiteurs divers 6.187 (8.473) ; Propriétés 271.502 (272.862) ; Stocks de provisions, vins, etc. 3.359 (2.854) ; Profits et Pertes 7.816 (17.869) ; Total L.E. 309.384 (310.770).

Passif. — Capital L.E. 231.000 (231.000) ; Obligations 73.840 (75.200) ; Créditeurs divers 4.544 (4.570) ; Total L.E. 309.384 (310.770).

Compte de Profits et Pertes :
Crédit — Profit net exploitation hôtels L.E. 15.331 (14.453) ; Loyers et divers 1.291 (1.329) ; Intérêts 111 (15) ; Total L.E. 16.733 (15.797).

Débit. — Conseil et Trustee L.E. 650 (700) ; Secrétariat et Censeurs 475 (475) ; Dépréciations 0 (2.000) ; Frais généraux 504 (763) ; Intérêts obligataires 3.692 (3.760) ; Amortissements obligations 1.360 (1.280) ; Bénéfices exercice 10.054 (6.819) ; Total L.E. 16.733 (15.797).

CHAMBRE DE COMPENSATION

Le Caire

Semaine du 9 au 14 mai 1938 :
Nombre des effets présentés à la Compensation : 11.372 d'un montant de L.E. 1.536.749.

Même semaine 1937 : 9.992 d'un montant de L.E. 1.732.294.

Total du 1er janvier 1938 à ce jour : 191.245 d'un montant de L.E. 26.766.682.

Même période 1937 : 191.113 d'un montant de L.E. 32.003.276.

Alexandrie

Semaine du 9 au 14 mai 1938 :
Nombre des effets présentés à la Compensation : 5.431 d'un montant de L.E. 1.203.521.

Même semaine 1937 : 5.178 d'un montant de L.E. 1.050.451.

Total du 1er janvier 1938 à ce jour : 97.765 d'un montant de L.E. 20.730.425.

Même période 1937 : 102.461 d'un montant de L.E. 25.361.355.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

La situation au 31 mars fait ressortir par comparaison à celle du mois précédent une augmentation de 55 millions de portefeuille et B.D.N. et de 30 millions des correspondants débiteurs. Les comptes courants débiteurs sont en diminution de 160 millions environ et les disponibilités en caisse et avoir en banque de 100 millions. Au passif, les comptes de chèques et d'escompte marquent une regression de 102 millions et les comptes courants créditeurs de 88 millions.

Chronique de la Bourse des Valeurs

Le 20 mai 1938.

La situation politique internationale semble avoir subi certains accrocs. Le problème tchécoslovaque revêt une gravité plus étendue. Le voyage de M. Henlein en Angleterre semble avoir compliqué la question.

D'un autre côté, les conversations franco-italiennes sont au point mort. On craint même un échec, à la suite du discours de M. Mussolini à Gênes. Toutefois, la Grande-Bretagne est intervenue en vue d'amener une reprise des pourparlers et il faut espérer que cette médiation permettra la conclusion de l'accord tant attendu.

Cet état de choses défavorable s'est reflété dans la tenue des marchés financiers qui furent mauvais. Un nouveau sentiment d'anxiété a pris jour et, à Paris, malgré le succès de la dévaluation et du lancement de l'Emprunt de la défense nationale, les milieux financiers demeurent sceptiques et très hésitants.

* * *

Naturellement notre marché n'a pu échapper à l'influence défavorable de la tendance lourde des bourses étrangères, et le resserrement des transactions aidant nos valeurs ont fléchi dans une proportion plus ou moins importante.

FONDS D'ETAT

Alors que l'Unifiée subit l'influence de la tendance générale, abandonnant une fraction à Lst. 101 11/16, la Privilégiée demeure très ferme et se trouve recherchée à Lst. 96 contre 95 5/8.

BANCAIRES

La National Bank abandonne une fraction à Lst. 36 11/32. L'action Crédit Foncier recule à frs. 710 contre 714. Les obligations à lots sont également plus faibles. L'émission 1903 termine à frs. 320 contre 322 1/2 et l'émission 1911 abandonne une fraction à frs. 293 1/2.

La Banque d'Athènes demeure inchangée à frs. 9 1/4.

Les Land Bank demeurent également assez fermes, l'action à Lst. 4 3/8, en perte d'une très petite fraction et la fondateur à Lst. 40 1/4 contre 40 1/2. Cela est dû au fait que malgré le gain du procès par les obligations, le jugement, telle la décision de Salomon, partage la «poire en deux»: paiement en francs Polncaré, mais sur la base de P.T. 78,5 les cent francs. La surcharge pour la Société est donc peu importante.

EAUX, TRANSPORTS ET CANAUX

Les valeurs Eaux du Caire sont faibles. L'action de capital clôture à frs. 128 1/2 contre 130, la jouissance fléchit à frs. 383 1/2 contre 388 et la part demeure offerte à frs. 2850.

Les obligations Suez cèdent du terrain. Les 3% terminent à frs. 556 contre 566 et les 5% à frs. 580 contre 585.

La crainte d'une dévaluation du franc belge a influencé nos valeurs de transport. La dividende Trams d'Alexandrie a fléchi à frs. 225 contre 252. La jouissance est offerte à frs. 26 contre 28.

La part sociale Trams du Caire demeure faible à frs. 71 1/4.

FONCIERES ET IMMOBILIERES

La jouissance Cheikh Fadl abandonne un point à frs. 98. Il est très probable qu'au début de l'automne prochain un coupon complémentaire d'au moins P.T. 10 soit distribué.

L'action Gharbieh Land demeure inchangée à L.E. 1 1/32.

L'action Kom-Ombo perd une fraction à Lst. 6 1/16. La fondateur est inchangée à Lst. 33 3/4.

L'ordinaire Béhéra est offerte à Lst. 10 11/16 contre 11 1/8, alors que la privilégiée clôture inchangée à Lst. 5 15/32.

L'Union Foncière abandonne également une fraction à Lst. 2 23/32. L'En-

terprise est toujours recherchée à L.E. 4 11/32.

L'action Cairo-Héliopolis clôture à frs. 280 contre 281 1/2. La fondateur recule à L.E. 10 17/32 contre 10 29/32. La Delta Land demeure inchangée à Lst. 1 1/32.

La New-Egyptian fléchit à sh. 15/1 1/2 contre 15/4 1/2.

INDUSTRIELLES

L'action Frigorifique perd quelques fractions à L.E. 5 49/64 contre 5 15/16. Il en est de même de la Salt & Soda qui clôture à sh. 42/6. Par contre la Port-Saïd Salt gagne une petite fraction à sh. 42/3.

L'Oilfields est également en gain d'une fraction à Lst. 2 5/64.

Les valeurs sucrières sont faibles. L'ordinaire Sucrieries clôture à frs. 120 1/2 contre 121 1/2. La privilégiée perd une fraction à frs. 114 1/4 et la fondateur abandonne quelques fractions à L.E. 2 31/32.

La Filature Nationale d'Egypte est légèrement plus ferme à Lst. 8 37/64.

L'Associated Cotton Ginners a abandonné une petite fraction à Lst. 0 39/64.

HOTELIERES

L'action Upper Egypt Hotels est plus faible à L.E. 1 25/64 contre 1 7/16. Par contre, l'ordinaire Egyptian Hotels gagne une fraction à Lst. 1 5/8.

BANQUE MISR

SOCIÉTÉ ANONYME ÉGYPTIENNE

Siège Social : Au Caire, Rue Emad-El-Dine

Succursales : A Alexandrie, Rue de Stamboul

Agences et Branches

Mousky (Caire) et Rod el Farag (Cairo), Mansourah, Tantah, Méhalla Kébir, Benha, Mit Ghamr, Chébine El Kom, Zagazig, Fayoum, Béni-Souef, Maghagha, Béni Mazar, Minia, Béba, El Fachn, Daïrcout, Mallawi, Assiout.

LA BANQUE MISR FAIT TOUTES OPÉRATIONS
DE BANQUE

LETTRE DE BRUXELLES

(De notre correspondant particulier)

Bruxelles, le 13 mai 1938.

Le sentiment de meilleure confiance, sinon d'optimisme, que l'on discerne dans les milieux d'affaires depuis le début du mois d'avril, subsiste et semble prêt à s'affirmer pour peu que les événements y engagent. Ce sentiment repose essentiellement sur l'espoir d'une détente internationale et plus précisément, sur la conviction que la politique du Gouvernement britannique réussira à rétablir un équilibre stable entre les grandes nations de l'Europe occidentale. Nous avons noté que l'acceptation générale de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne signifiait un changement considérable, et, somme toute, heureux, des dispositions des gouvernements dits démocratiques à l'égard d'une réadaptation devenue inévitable des Traités de 1919.

Le resserrement de l'entente franco-anglaise, marqué lors de la visite de MM. Daladier et Bonnet à Londres, a confirmé l'opinion qu'une évolution satisfaisante des grandes négociations en cours se poursuivrait. Les déclarations de M. Neville Chamberlain aux Communes ont précisé les buts que le cabinet de Londres s'est fixés. Elles ont suggéré d'une part la possibilité d'une équitable solution du problème tchécoslovaque et souligné d'autre part la volonté ferme du Gouvernement britannique de mettre en vigueur, sans délai, son accord avec le Gouvernement italien.

Dans l'ambiance de détente créée par les interventions efficaces de la Grande-Bretagne sur le Continent, la visite sensationnelle du dictateur allemand en Italie n'a pas inspiré de crainte précise qu'elle rompit les éventualités d'apaisement européen. Et, en effet, les discours prononcés à Rome, soumis à la plus minutieuse et défiante exégèse, ne laissent pas une impression défavorable. Les affirmations de droits qu'ils comportent ne précisent ni revendication nouvelle ni surtout aucune intention de refuser la négociation. On a particulièrement apprécié à cet égard le ton de la déclaration du chef du Gouvernement italien.

* * *

Tandis qu'une réformation progressive du statut international

par la méthode des pourparlers directs apparaît comme un retour à la « normale », satisfaisant en soi, c'est également comme un retour à la normale, dans un autre domaine, que les Bourses de valeurs ont apprécié la nouvelle dévaluation du franc français. Nul ne se faisait illusion sur la capacité de la France de supporter l'énorme surcroît de charges financières créé par l'expérience du front populaire. Le repli du franc, en annulant la dette de l'Etat envers l'Institut d'Emission, en rétablissant l'équilibre des prix intérieurs et extérieurs, en soustrayant la devise à une pression spéculative permanente n'a pas seulement consacré un état de faits auquel il eût fallu se conformer tôt ou tard, il a aussi donné loisir au cabinet Daladier de compléter, dans une atmosphère d'allègement, ses décrets fiscaux par des décrets sociaux qui constitueront l'organe essentiel de la restauration nationale française.

Les intentions exposées par M. Daladier ont été jugées partout excellentes. Mais on n'a certes pas perdu de vue qu'elles ne s'inscrivent encore que dans les mesures de liquidation absolument urgentes. L'alourdissement des impôts et la dévaluation ont frappé d'abord les « possédants ». On doit espérer que les prochains trains de décrets assigneront aux « non-possédants » une contribution proportionnelle au sauvetage du pays. Cet espoir s'est traduit par des rapatriements massifs de capitaux, voire même par des importations de fonds étrangers, et par une hausse rapide des valeurs nationales à la Bourse de Paris. Il subsiste, répétons-le bien, que l'effet psychologique de la dévaluation et du discours-programme du 4 mai, est sujet aux contre-coups les plus dangereux si les promesses implicites et explicites du Gouvernement français actuel ne sont pas tenues.

* * *

Notre marché a d'autant plus naturellement adhéré au raffermissement de la Bourse de Paris qu'il se trouvait déjà incliné, par l'évolution de la situation internationale et par quelques indices d'amélioration économique, à une disposition positive. Mais un autre élément est intervenu dans la for-

mation de sa tendance, et l'a d'ailleurs troublé.

L'ébranlement né de la dévaluation du franc français s'est communiqué à tous les marchés cambistes, par le jeu des retraits de capitaux. Des fluctuations assez vives se sont produites dans les cours à terme du florin, du franc suisse et même du dollar. Le marché de l'or à Londres a pris une ampleur exceptionnelle. Les prix du métal se sont tendus progressivement de 139 sh. 6 à 139 sh. 10, avec des transactions quotidiennes dépassant un million de livres sterling. Toutefois, le marché du belga a montré une sensibilité particulière à la pression externe et interne des ventes.

La fiscalité nettement socialiste proposée par le Gouvernement belge a provoqué un mouvement profond de mécontentement dans le pays. Du mécontentement à la méfiance, le pas est vite franchi, lorsque, surtout, les circonstances portent à des tensions monétaires. Il s'est donc produit un courant puissant de rachats locaux de francs français, aussitôt accompagné par des achats importants d'autres devises, tandis qu'une spéculation baissière très active s'est exercée sur le marché à terme du belga à Londres.

Le mouvement d'achats en devises a entraîné un certain développement des investissements en valeurs à revenu variable. Mais, d'autre part, la distension brusque des reports sur changes a soustrait au marché des actions, au jour même de l'échéance de quinzaine, une grosse partie des disponibilités de crédit qui lui sont habituellement assignées. La tendance cambiste ayant été manifestement excessive, on doit tenir pour assuré que la raréfaction des capitaux utiles sera de courte durée. La Bourse des valeurs et les marchés industriels locaux recouvreront vite des conditions normales de travail. On n'aurait pas la moindre trace de doute sur ce point si les pouvoirs publics entendaient l'avertissement d'un mouvement monétaire assurément irréfléchi, mais qui ne doit pas toute sa vivacité à un concours de circonstances étrangères aux contingences locales.

A. W.

LES FLUCTUATIONS DE LA BOURSE DES VALEURS D'ALEXANDRIE

DU 13 AU 20 MAI 1938

DESIGNATION DES VALEURS	13 mai 1938	20 mai 1938	DESIGNATION DES VALEURS	13 mai 1938	20 mai 1938
Empr. Municipal 1902 ... Lst.	102	102	Delta Lt. Rys., Priv. ... Lst.	1 1/8	1 1/16
Empr. Municipal 1919 ... L.E.	103	103	Alexandria Ramleh Lst.	1 1/32	1
Land Bank Act. Lst.	4 13/32	4 3/8	Trams Alex., Div. Frs.	249	227
Land Bank, Fond. Lst.	43	43	Trams Alex., Jouiss. ... Frs.	29 1/2	26 1/2
Land Bank Obl. 3 1/2% ... Frs.	467	465	Trams Alex., Obl. 4% ... Frs.	484	481
Land Bank, Obl. 4% ... Frs.	70	70	Press. et Dépôts Act. ... L.E.	21 1/8	14 7/32 ex
Commercial Bank Lst.	1	1	Presses Libres L.E.	12 23/32	8 5/16 e
Alexandria Water Lst.	17 5/32	17 1/8	Net. et Pressage L.E.	7 11/16	7 11/16
Béhéra, Ord. L.E.	11 1/16	10 15/16	Alex. Pressing L.E.	7 1/2	7 7/16
Béhéra, Priv. Lst.	5 11/32	5 9/32	Bonded War., Ord. Lst.	6	6
Urb. et Rurales Lst.	2 19/32	2 19/32	Bonded War., Priv. Lst.	5 5/16	5 11/32
Urb. et Rurales, Fond. ... Lst.	0 3/8	0 3/8	Filature Nationale, Act. Lst.	8 9/16	8 9/16
Union Foncière Lst.	2 7/8	2 11/16	Salt and Soda Sh.	43/-	42/6
The Gabbarry Land L.E.	2 1/8	2 1/32	Port-Said Salt Sh.	42/-	41/9
La Gérance Imm. L.E.	3 3/4	3 3/4	Ass. Cotton Ginners ... Lst.	0 5/8	0 5/8

PHILIPS



éclaire MIEUX
consomme MOINS
dure LONGTEMPS

LA REVUE COTONNIERE

Résumé du Mouvement de Prix

Echéance	Clôture 19/5/38	Clôture 11/5/38	Clôture de l'année passée	Max. des prix.	Min.
<i>Sakel:</i>					
Mai	12.40	12.06	17.89	12.43	12.12
Juillet	12.55	12.19	18.37	12.55	12.25
Novembre	13.08	12.82	18.37	13.11	12.85
Janvier	13.12	12.95	19.25	13.20	12.98
<i>Giza 7:</i>					
Mai	12.02	11.74	19.48	12.06	11.69
Juillet	12.06	11.80	18.67	12.10	11.77
Novembre	12.37	12.11	17.42	12.39	12.10
Janvier	12.41	12.16	17.32	12.43	12.18
<i>Haute-Egypte:</i>					
Juin	9.75	9.61	17.44	9.78	9.58
Août	9.84	9.70	16.31	9.88	9.67
Octobre	10.03	9.90	14.99	10.09	9.91
Décembre	10.07	9.93	14.89	10.10	9.97
Février	10.10	9.99	14.87	10.13	9.98

New-York

19/5/38	Juillet	8.65	Octobre	8.71
11/5/38	»	8.67	»	8.70
L'année passée	»	12.77	»	12.64

Liverpool

19/5/38	Giza 7	Juillet	6.45	11/5/38	Giza 7	Juillet	6.46
	Haute-Egypte	»	5.59	»	Haute-Egypte	»	5.65
	Américain	»	4.66	»	Américain	»	4.71

Contrats

Jeudi, le 19 mai 1938.

Pendant les trois premières séances de la semaine en revue, le marché fut lourd. Des avis fermes de New-York et de Liverpool, une demande active pour le disponible et une petite demande du commerce pour les contrats Giza et Ashmouni laquelle donna des signes d'extension à la baisse, fournirent un appui, mais les ventes en fixation firent pression et les prix se maintinrent avec difficulté. Hier, cependant, des gains appréciables furent enregistrés à la suite de nouveaux achats éparpillés du commerce, des couvertures de positions à découvert locales et de Liverpool, et quelques nouveaux achats de la spéculation provoqués par des dépêches plus fermes de Liverpool et une interprétation haussière du message de la presse provenant de Washington, lequel rapportait la nouvelle de la signature du « Naval Expansion Bill » par le Président Roosevelt, Bill comprenant d'énormes frais supplémentaires. Aujourd'hui, avec des dépêches décevantes de New-York, le marché montra une tendance plus faible au commencement, mais, plus tard, les calls du commerce apparurent et la clôture fut ferme.

Les conditions en général n'ont pas changé d'une manière perceptible depuis notre dernier rapport. La demande pour le disponible continue à être active et un petit nombre de nouvelles affaires pour embarquement prompt ont été faites en Giza 7, Ashmouni et Zagora notamment avec le Continent et les Indes, à part ces petits achats il n'y a aucun signe d'une reprise d'intérêt de la part des filateurs, les affaires à venir étant stationnaires, et il devient de plus en plus évident d'après l'attitude des filateurs de tous les principaux pays consommateurs que la récente augmentation des droits d'importation sur les

approvisionnements actuellement ici, tient en échec les initiatives de la spéculation aux achats. Il y a quelques petites spéculations, mais quoique les prix soient maintenant en général à un niveau attrayant, les opérateurs hésitent à prendre position à la hausse dans la crainte que la demande de la filature ne diminue d'une façon marquée quand les filateurs se seront assurés leurs besoins pour remplir leurs engagements en suspens pour la fourniture de filés égyptiens. Cependant, en attendant la structure technique du marché est une source de fermeté, et vue la tendance baissière de l'approvisionnement, les ventes à découvert sont arrêtées par ce fait ainsi que par le niveau des prix. On croit de plus que le marché américain sur lequel le coton fait si peu pression à cause du prêt de 9 cents, pourrait facilement hausser fortement dans le cas de tout soudain développement constructif. Il n'y a certainement pas à avoir d'encouragement de la part de la perspective de la consommation, mais on concentre à New-York une attention croissante sur les perspectives de la nouvelle récolte. Celle-ci est considérée en général comme devant être bonne (malgré les fortes pluies tombées cette semaine au Texas) mais les opérateurs sont maintenant enclins, semble-t-il, à donner plus d'appui à cause des incertitudes pour l'avenir de la saison, et le prêt étant encore en vi-

BANQUE DE COMMERCE

N. Tépéghiosi & Co.

Société en Commandite par Actions-Fondée en 1920

CAPITAL AUTORISE L.E. 200.000
CAPITAL VERSE L.E. 160.000

Siège Social: Le Caire, 147, Rue Emad el Dine

Téléphones: Direction: Nos. 54700 et 55410
Portefeuille, Change No. 41671

Succursale: à Alexandrie, 17, Rue Stamboul

Téléphones: Direction: No. 20932.

Changes, Marchandises, Recouvrements: No. 22370.

Portefeuille, Renseignements, Caisse: No. 28197. Titres, Positions: No. 24637.

TOUTES OPERATIONS DE BANQUE:

Escomptes, Avances sur Valeurs publiques, sur Marchandises et sur Effets; Dépôts à Vue et à Echéance fixe; émission de chèques et Lettres de Crédit sur les principales villes de l'Egypte et de l'Etranger, etc.; etc.

Elle possède une branche spéciale pour les opérations de Bourse. Service spécial de Caisse d'Epargne et de coffrets à la disposition du public aux meilleures conditions.

N.B. — Les guichets de la Banque sont ouverts les après-midi même en été.

gueur on a l'impression que tout changement des prix actuels serait haussier. La plupart des opérateurs ici ont la même opinion sur la situation en Amérique, mais l'opinion locale empêche la participation à la hausse, et à moins que New-York ne donne un bon élan stimulant un mouvement actif de couvertures, il est difficile de voir comment le marché sortira de son ornière actuelle, surtout qu'un fort volume de ventes en fixation devra être absorbé dans le courant des quelques semaines prochaines.

On prévoit dans certains milieux que plusieurs cultivateurs qui n'ont pas encore fixé leurs ventes remettront cette fixation aux échéances nouvelle récolte, et ainsi un bon nombre d'opérations d'arbitrage entre échéances rapprochées et échéan-

ces éloignées eut lieu au commencement de la semaine, car on pensait qu'un grand nombre des positions acheteurs sur échéances rapprochées concernant des ventes non fixées devrait être rapporté aux échéances nouvelle récolte. Des transferts de couvertures appuyés par des couvertures de découvert d'échéances rapprochées changèrent cependant la tendance, et les écarts sont maintenant environ ce qu'ils étaient il y a une semaine.

Disponible

Le marché du disponible a été actif cette semaine. On s'intéressa surtout à l'Ashmouni, au Zagora et au Giza 7, mais il y eut aussi une tout à fait bonne demande pour le Maarad. Les demandes pour le Sakel et le Sakha 4 ont été cependant limitées.

provisionnement et de consommation, un climat très sec ou un climat humide, des habitations très proches afin d'empêcher que le personnel astreint à un effort physique considérable ne dépense trop d'énergie et de temps pour arriver à l'usine ou rentrer chez lui, ce qui entraînerait du mécontentement et une diminution du rendement, ainsi qu'un supplément de frais et de salaires, l'éloignement des centres urbains pour éviter certaines influences indésirables sur l'esprit des ouvriers; le voisinage d'habitations ouvrières ou leur éloignement dans les cas d'industries dangereuses ou malsaines, et pour corollaire des moyens de transport rapides et économiques pour les ouvriers, l'existence d'établissements scolaires de toutes sortes et d'oeuvres d'assistance, d'un élément humain d'une qualité déterminée et en abondance pour être recruté sur place au fur et à mesure des besoins; le voisinage d'usines de réparation et d'entretien, de laboratoires etc., moyens d'entreposage, chambres frigorifiques et ainsi de suite.

Etant donné la diversité des facteurs précités et les considérations d'ordre politique, social, intellectuel, hygiénique qui déconseillent la concentration de masses ouvrières en des quartiers ou des zones déterminées ou qui par contre militent en faveur de leur fusion avec le reste de la population, on se rend compte des raisons pour lesquelles, même dans les villes les plus modernes on trouve en plein centre, dans tous leurs quartiers et dans leur voisinage immédiat nombre d'usine et d'ateliers.

S'inspirant de ces considérations nos édiles doivent montrer d'autant plus de largesse de vue que nos centres ruraux sont encore dépourvus de beaucoup de choses indispensables même à la vie privée.

De l'«Egypte Industrielle».

LA ZONE INDUSTRIELLE

L'idée de confiner les établissements industriels en des «zones» spéciales pareilles à des camps de concentration est une de ces conceptions théoriques et idéales qui, en raison de leur nature dogmatique et de leur raideur, s'adaptent mal aux réalités changeantes de la vie et tout en ne résolvant qu'un côté du problème qui leur a donné naissance, l'aggravent à bien d'autres égards.

Les facteurs auxquels le développement des différentes industries est subordonné sont si nombreux, hétérogènes et souvent contradictoires qu'il est matériellement impossible de les réunir en un site déterminé aussi avvertis que soient ceux qui l'ont choisi et aménagé.

Une énumération sommaire de ces facteurs indispensables au succès de telle ou telle entreprise fera ressortir cette impossibilité et mettra en relief

le fait que l'obligation imposée à un groupe d'industries différant les unes des autres de s'installer en un endroit fixe loin d'une ville est vraiment absurde et équivaut, dans certains cas, à une interdiction ou à une condamnation à mort à une échéance plus ou moins rapprochée.

Suivant leur nature, leurs caractéristiques techniques ou sociales, les besoins qu'ils doivent satisfaire, leur champ d'action, le genre et la provenance des matières premières qu'ils emploient et des produits qu'ils fabriquent, la destination de ces produits, etc., les industries doivent installer leur établissement là où se trouvent réunies certaines des conditions suivantes: la présence de telle ou telle qualité d'eau ou de force motrice à un certain prix, de stations ferroviaires fluviales ou maritimes de manière à éviter les frais inutiles de transport; de routes automobiles accessibles à des transports lourds; une grande disponibilité de terrains bon marché en vue d'un agrandissement possible, des centres immédiats d'ap-

BOURSE DES MARCHANDISES D'ALEXANDRIE (Contrats)

Livraisons :		12/5/38	13/5/38	16/5/38	17/5/38	18/5/38	19/5/38				
	O. C.	O. C.	O. C.	O. C.	O. C.	O. C.	O. C.	O. C.	O. C.	O. C.	O. C.
Sakellaridis :											
Mai	Bourse	12.13	12.15	12.30	12.30	12.35	12.30	12.34	12.41	12.43	12.43
Juillet	fermée	12.25	12.28	12.40	12.42	12.37	12.40	12.40	12.52	12.53	12.55
Novembre	>	12.85	12.87	13.—	12.98	12.90	12.98	13.11	13.10	13.06	13.10
Janvier	>	12.98	12.98	13.12	13.09	13.—	13.08	13.20	13.18	13.15	13.16
Guiza 7 :											
Mai	>	11.79	11.78	11.86	11.80	11.70	11.81	11.84	12.—	11.99	12.06
Juillet	>	11.87	11.86	11.93	11.89	11.79	11.86	11.90	12.02	12.02	12.10
Novembre	>	12.18	12.21	12.27	12.27	12.17	12.21	12.27	12.31	12.33	12.39
Janvier	>	12.18	12.26	12.33	12.32	12.20	12.25	12.30	12.36	12.34	12.43
Achmouni :											
Juin	>	9.62	9.67	9.70	9.70	9.62	9.64	9.65	9.72	9.74	9.78
Août	>	9.67	9.77	9.78	9.83	9.72	9.76	9.80	9.80	9.77	9.88
Octobre	>	9.91	9.98	10.2	10.05	9.95	9.96	10.1	10.04	10.05	10.07
Décembre	>	9.97	10.—	10.10	10.58	9.98	9.99	10.1	10.08	10.08	10.10
Février	>	10.01	10.04	10.12	10.11	9.99	10.02	10.10	10.11	10.06	10.13
Graines de Coton :											
Mai	>	51.2	51.6	51.5	51.7	51.6	51.7	52.—	52.3	52.2	52.3
Juin	>	51.7	52.1	52.3	52.4	52.1	52.7	52.7	52.9	53.2	52.9
Juillet	>	52.2	52.6	52.9	52.8	52.5	52.9	53.2	53.5	53.4	53.5
Novembre	>	55.2	55.6	55.9	56.5	56.2	56.1	56.4	56.6	56.7	56.7

COMMISSION DE LA BOURSE DE MINET-EL-BASSAL

BULLETIN HEBDOMADAIRE

Alexandrie, Jeudi à Midi le 19 Mai 1938

COTON

Arrivages	EXPORTATIONS										STOCK	
	Angleterre		Continent		Extrême-Orient, Indes, Chine et Japon		Etats-Unis		TOTAL			
	Cantars	Balles	Cantars	Balles	Cantars	Balles	Cantars	Balles	Cantars	Balles		Cantars
Cette semaine ...	228.773	6.751	49.628	11.252	83.054	3.366	24.823	600	4.434	21.969	161.939	2.967.677
Même sem. 1937	14.582	4.173	30.331	6.253	46.199	2.171	15.912	—	—	12.597	92.472	1.498.879†
» » 1936	27.136	6.268	46.051	7.012	51.999	2.171	16.146	300	2.211	15.751	116.407	1.870.532*
Dep. 1 ^{er} Sep. 1937	9.580.357	313.709	2.302.640	488.062	3.605.480	121.446	896.401	21.719	159.614	944.936	6.964.135	—
Même époque 1936	8.693.013	363.390	2.655.618	449.753	3.316.129	197.027	1.447.366	35.895	263.909	1.046.065	7.683.022	—
» » 1935	8.178.100	318.942	2.335.605	454.568	3.350.590	114.289	842.385	30.243	221.696	918.042	6.750.276	—

Y compris stock § au 1^{er} Septembre 1937 Crs 351.455 * au 1^{er} Sept. 1936 Crs. 488.888 † au 1^{er} Sept. 1935 Crs. 442.708.
 Consommation locale du 1^{er} Septembre 1937 au 11 Mai 1938, Achmouni Cantars 49.906, Zagora 44.379. Divers 11.754.
 Total Cantars 106.039 ; en outre Crs. 81.925 ont été réexpédiés à l'intérieur du pays. Ensemble 187.964 à déduire du stock.
 Consommation à l'intérieur du pays du 1^{er} Septembre 1937 au 11 Mai 1938 Cantars 254.344.
 N.B. En dehors des Exportations ci-dessus il a été exporté par d'autres ports 2.407 cantars.

GRAINES DE COTON

Arrivages	EXPORTATIONS				STOCK	TOURTEAUX		HUILE de GRAINES de COTON
	Angleterre	Continent	TOTAL	Arrivages		Export.	Export.	
	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Ardebs		Tonnes	Tonnes	Tonnes
Cette semaine	148.336	2.982	—	2.982	1.619.990 §	2.158	9.135	96
Même semaine 1937	9.069	5.880	—	5.880	1.412.099 *	2.073	2.906	—
» » 1936	25.067	11.019	—	11.019	891.495 †	2.066	2.045	—
Depuis 1 ^{er} Septembre 1937.	4.368.010	2.658.073	136.763	2.794.836	—	82.163	197.583	2.059
Même époque 1936	3.900.685	2.478.618	44.864	2.493.482	—	68.426	162.044	10.772
» » 1935	3.670.590	2.758.572	39.618	2.798.190	—	76.260	146.261	—

Y compris Stock § au 1^{er} Septembre 1937.-Ard. 46.816 * au 1^{er} Septembre 1936-Ard. 4.896 † au 1^{er} Sept. 1935. Ard. 19.095.
 Consommation locale du 1^{er} Septembre 1937 au 11 Mai 1938 environ Ard, 880.938 (3) à déduire du stock.

Pour les Fèves, Orges, Blés, Lentilles, Maïs et Oignons. la consommation locale n'est connue respectivement que les 31 Mars et 30 Novembre.

FEVES

Arrivages	EXPORTATIONS					STOCK	ORGES	
	Saïdi	Béhéra	Angleterre	Continent	TOTAL		Arrivages	Export.
	Ardebs	Ardeb	Ardebs	Ardebs	Ardebs		Ardebs	Ardebs
Cette semaine	2.515	12	—	8	8	26.927	4.745	—
Même semaine 1937	1.683	214	—	37	37	14.756	8.289	1.836
A partir du 1 ^{er} Avril 1938	20.888	192	582	621	1.153	—	8.233	—
Même époque 1937	14.576	381	221	435	656	—	25.002	30.916

Stocks au 1^{er} Avril 1938 Ard. 7.000
 Stocks au 1^{er} Avril 1937 Ard. 455

Ard. 4.000
 Ard. 21.613

BLÉS

LENTILLES

MAIS

OIGNONS

	Arrivages			Arriv.		Export.		Arrivages		Export.	
	Saïdi	Béhéra	Export.	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Crs. 108 Ok	Crs. 108 Ok	Crs. 108 Ok	Crs. 108 Ok
	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Ardebs	Ardebs				
Cette semaine	28.917	7.434	—	465	—	687	—	74.325	57.797	—	—
Même semaine 1937	38.333	4.145	775	299	—	1.291	—	114.826	72.799	—	—
A partir du 1 ^{er} Avril 1938	71.143	31.009	253	2.377	38	35.194	1.371	927.045	653.333	—	—
Même époque 1937	245.675	42.408	15.041	2.656	—	90.023	65.883	707.663	623.179	—	—

Stocks au 1^{er} Avril 1938 Ard. 6.500 Ard. 3.500 au 1^{er} Déc. 1937 Ard. — au 1^{er} Mars 1938 Crs. —
 Stocks au 1^{er} Avril 1937 Ard. 7.075 Ard. 243 au 1^{er} Déc. 1936 Ard. — au 1^{er} Mars 1937 Crs. —
 N.B. L'année pour les Blés et les Lentilles commence le 1^{er} Avril, pour les Maïs le 1^{er} Déc. pour les Oignons le 1^{er} Mars

REVUE DU MARCHÉ DE GROS

Le 20 mai 1938.

Un nouvel accès de faiblesse a caractérisé les marchés dirigeants au cours de la semaine sous revue, en particulier en ce qui concerne les bourses américaines.

Notre place demeure toujours ferme et les prix de certains articles, tel le riz, ont enregistré une nouvelle hausse

FARINES ET BLES

La cote à Chicago a clôturé à 75 7/8 cents contre 77 7/8 la semaine dernière. A Liverpool, elle a pu se maintenir assez ferme à sh. 6/7 7/8.

Les nouvelles sur les récoltes américaines sont excellentes et découragent toute entreprise haussière. On pense que les baissiers auraient été plus agressifs s'ils ne craignaient les effets des mesures gouvernementales qui visent ouvertement à révaloriser le blé à environ 1 dollar par boisseau. La demande pour l'exportation exerce aussi un effet stimulant.

Par contre, on a reçu des nouvelles assez peu satisfaisantes sur les récoltes européennes et notamment sur celle de l'Italie, ce qui fait entrevoir des importations considérables.

C'est la raison du soutien de la Bourse de Liverpool.

* * *

Les prix locaux de la farine étrangère demeurent inchangés.

La farine australienne non dédouanée cote Lst. 11.5/-. La marchandise dédouanée vaut Lst. 9.10/- plus des droits de douane de P.T. 1090.

La farine américaine non dédouanée cote Lst. 15.12/6 pour le Gold Medal et Lst. 15.17/6 pour le Northern King.

Les prix de la marchandise dédouanée demeurent à P.T. 177 et 178 respectivement pour les deux qualités.

Le stock de farines dans les Bonded d'Alexandrie est de 6.816 sacs contre 8.670 sacs de la semaine dernière. Celui de Port-Saïd est de 2.360 sacs contre 3.681 sacs.

* * *

Sur notre place la huitaine sous revue ne présente pas des changements notables sur la précédente du point de vue des approvisionnements et des prix. Le marché a eu, par conséquent, à se ressentir, pendant une autre semaine, des effets de la pénurie de blé et de farines. Le gouvernement continue à distribuer de la farine mélangée au prix de P.T. 140 le sac de 80 ocques et, grâce à ses nouveaux achats de farines étrangères, il est en mesure de fournir les boulangeries indigènes jusqu'à ce qu'on soit revenu aux conditions normales, ce qui ne peut plus tarder. Les hauts prix feront venir le blé un

moment plus tôt et les cultivateurs n'attendront pas que toute leur récolte se trouve en magasin pour commencer à vendre. On s'attend bientôt à de gros arrivages et à une forte baisse dans les prix.

On a reçu un peu plus de blé cette semaine, mais pas en quantité suffisantes pour les besoins de la consommation de sorte que les vendeurs ont pu facilement imposer leurs prix. Le hindi moyen n'a pas été cédé au-dessous de P.T. 195 l'ardeb mais le total des arrivages s'est élevé à 7.495 ardebs seulement.

SUCRES

Ce qu'on considère relativement comme un échec de la Conférence Sucrière de Londres, continue à influencer défavorablement la tenue des marchés américains du sucre. La cote à New-York a fléchi à 189 cents contre 195 la semaine dernière.

Londres a pu se maintenir assez ferme et la cote termine à sh. 5/- contre 5/- 3/4.

On évalue à 200.000 tonnes la quantité de sucre emmagasiné déjà par le Gouvernement britannique pour ses réserves de guerre.

* * *

Le marché local du sucre disponible pour le transit a présenté un aspect beaucoup plus calme au cours de la semaine qui vient de finir. Ceci est dû à l'absence de demande de la part de la Syrie, où l'augmentation de la taxe d'entrée sur les sucres, venue comme conséquence de la baisse du franc, a eu pour effet d'arrêter les affaires, du moins provisoirement. Le mouvement de la semaine s'est limité par conséquent aux quelques lots traités avec la Palestine, d'un chiffre assez négligeable. Sans ce ralentissement de la demande et en raison aussi de la tendance plus ferme de Java, le prix de la marchandise prompte serait au-dessus du niveau actuel. Mais on reste toujours vendeurs à Lst. 5 17/6 la tonne franco Bonded Port-Saïd. Un lot de 1660 tonnes a été débarqué pendant la semaine à Port-Saïd mais une bonne partie de ce sucre est déjà vendue.

Les cotations de Java ont signalé une reprise du sucre pour chargement mai/août. Au prix de Lst. 5 12/6 la tonne cif Port-Saïd, plusieurs ordres ont été transmis à l'origine. A ce prix on semble disposé de s'assurer une partie des besoins.

Le marché du sucre égyptien pour la consommation n'a présenté rien de particulier. Les prix sont stationnaires à P.T. 240 le sac de 80 ocques pour le granulé raffiné, P.T. 224 le sac de 64 ocques pour le concassé et P.T. 80 la caisse de 20 ocques pour les tablettes.

RIZ

Le ton du marché demeure toujours très actif. Le riz cargo avance à P.T. 118 le sac de 100 kilos. Le glacé et le mamsouh sont en hausse à P.T. 148 et P.T. 125 le sacs en gain de P.T. 8 et 4 1/2 respectivement. Les prix ont encore tendance à hausser en raison des perspectives meilleures qui s'offrent pour l'exportation de riz égyptien en même temps que les achats de la consommation deviennent plus généreux.

Plusieurs nouvelles affaires ont été traitées en riz loonzain de Rangoon dont le prix est en forte reprise. On a payé jusqu'à Lst. 7 1/2—7 5/8 la tonne cif Port-Saïd pour des contrats de seconde main, alors qu'on s'absentait pour le moment, d'affaires avec la source qui insiste sur Lst. 7 5/8.

Le Steel No. 3 disponible se raffermirait également sur les cotations en hausse de l'origine. On n'est pas vendeur au-dessous de Lst. 8 la tonne franco Bonded. Le chargement mai vaut Lst. 8 1/2 cif Port-Saïd.

SACS VIDES

Le marché des sacs n'a offert cette semaine aucun trait particulier. Notamment en ce qui concerne les lbs. 3 disponibles, l'intérêt des acheteurs se réduit à bien peu de chose quelques petites affaires ont été traitées à P.T. 4 4/40—4 5/40 le sac. Quant au contrat août/septembre faculté acheteurs, en dépit des cotations plus fermes de Calcutta qui relève son prix à 72/6, on est toujours vendeur sur place à P.T. 4 2/40 le sac. Ce bas prix laisse pourtant la spéculation indifférente.

Les sacs à oignons sont plutôt faibles à 42 paras le sac et ils sont peu demandés.

Toutes les autres spécialités ont donné lieu à un mouvement assez modéré, mais leurs prix se sont maintenus fermes ayant conservé les graines de la semaine précédente. Une amélioration de la demande sur les sacs lbs. 2 1/2 est très possible maintenant, pour l'emballage des céréales.

Les prix de la marchandise disponible et du chargement de l'origine sont comme suit :

Sacs lbs.	Charg.	Disp. P.T.
2 1/4	38/9	2 10/40
2 1/2	43/6	2 23/40
3 1/4	58/6	3 13/40
5	87/—	5 5/40
5 (extra)	93/9	5 14/40

Le stock de sacs dans les Bonded de Port-Saïd est de 3.236 balles contre 3.162 balles de la semaine précédente.



CROYEZ-VOUS AU PROGRÈS?

Assurément oui, puisque ses manifestations s'imposent à vous chaque jour et dans tous les domaines.

Mais ce n'est pas croire au progrès que d'employer aujourd'hui une lame de rasoir dont le modèle a été créé il y a trois ans ou même cinq: de nouvelles marques s'offrent à vous. Elles représentent le dernier mot de l'industrie. Elles mettent à votre portée des avantages que vous ne soupçonnez certainement pas.

Adoptez la plus moderne de ces marques, la plus digne de confiance:

OKAVA

LA LAME CRÉÉE SOUS LE SIGNE DU PROGRÈS
 Agent exclusif pour l'Égypte: **H. SINGER**
 3, Haret Zogheb - LE CAIRE - Téléphone 50657